

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 593 / juillet 2021

TENDANCES CONJONCTURELLES

1^{er} TRIMESTRE 2021

La consommation des ménages soutient l'activité

Le moral des chefs d'entreprise se stabilise

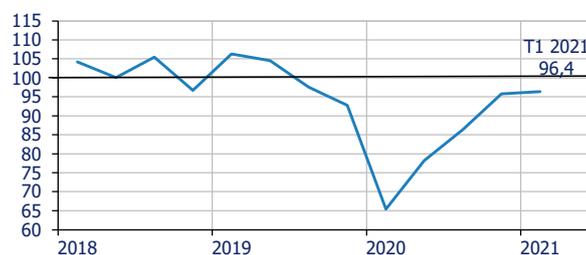
Le moral des chefs d'entreprise reste stable, avec un Indicateur du Climat des Affaires (ICA) à 96,4 points, soit +0,6 point ce trimestre.

Le chiffre d'affaires des entreprises a progressé de 2 %, signe que l'activité du 1^{er} trimestre a été plutôt bonne. En revanche, les sondés anticipent un léger ralentissement de la conjoncture sur le 2^{ème} trimestre.

En effet, près d'un tiers des répondants redoute la prolongation des restrictions sanitaires, et une entreprise sur cinq considère qu'une défaillance est possible au cours des 12 prochains mois.

À ce manque de visibilité s'ajoute une certaine lassitude de la part des chefs d'entreprise, soucieux des contraintes liées au Covid (problèmes d'approvisionnement, difficultés de recours aux techniciens extérieurs, aménagement de l'activité) et d'un climat social parfois tendu.

Indicateur du climat des affaires en Guyane
(100 = moyenne longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Évolution de l'indice des prix à la consommation
(en glissement annuel)



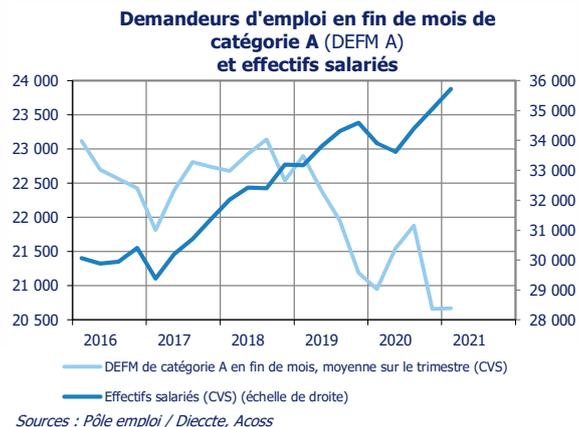
Source : Insee, données mensuelles (indice incluant le tabac)

Légère hausse des prix à la consommation

Selon l'INSEE, l'indice des prix à la consommation augmente de 0,2 % à fin mars 2021, par rapport au trimestre précédent. Cette évolution résulte d'une nette hausse des prix de l'énergie (+9,5 %) et du tabac (+5,4 %), et d'une hausse plus modérée des prix sur l'alimentation (+0,1 %). À l'inverse, les prix des produits manufacturés et des services diminuent de 0,6 % et 1 % sur le trimestre.

En glissement annuel, les prix à la consommation augmentent de 1,5 % ; portés par la hausse de l'ensemble des composantes. En particulier, le tabac (+12,5 %), l'énergie (+3,6 %) et l'alimentation (+1,5 %) voient leurs prix augmenter par rapport à mars 2020.

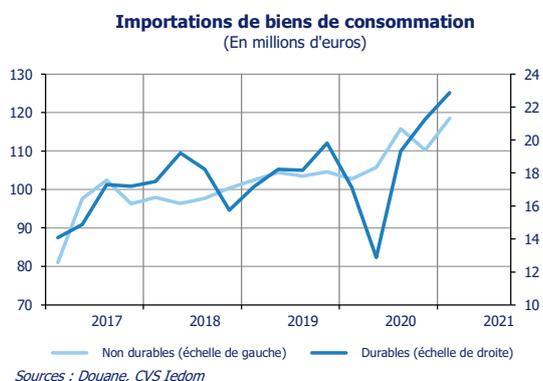
Le marché du travail reste bien orienté



La bonne tenue de l'actif se traduit par un maintien de l'emploi salarié privé (35 723 personnes, +2 % ce trimestre). À fin mars, 20 670 demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A, CVS) sont inscrits à Pôle emploi (stable sur le trimestre, -1,2 % en glissement annuel (CVS)). Les demandeurs d'emploi sont en augmentation chez les moins de 25 ans et les plus de 50 ans par rapport au trimestre précédent. En revanche, sur un an, seuls les plus de 25 ans augmentent (+10 %, CVS).

La classe d'âge majoritaire parmi les demandeurs d'emploi de catégorie A reste les 25-49 ans (60 %). Cependant, ce rapport a tendance à diminuer, au profit des jeunes de moins de 25 ans dont la part est en hausse de 2 pts sur l'année (CVS). Le nombre de demandeurs d'emploi, sans activité (catégorie A) est en baisse sur le trimestre en Guadeloupe (-1,1 %, CVS), en Martinique (-1,6 %, CVS), à La Réunion (-0,8 %, CVS) et en France entière (-0,4 %, CVS).

La consommation des ménages poursuit sa hausse



Les importations de biens de consommation durables et non durables augmentent de 7,5 % ce trimestre. Elles atteignent respectivement 23 M€ et 119 M€ (CVS).

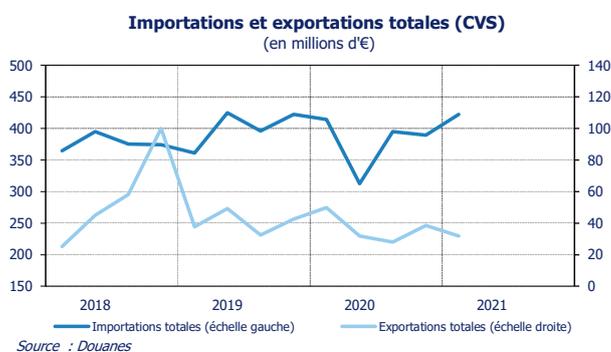
Soutenant la demande des ménages, l'encours des crédits à la consommation augmente de 1,1 %. Dans le même temps, la masse monétaire en circulation se réduit sur le premier trimestre, signe d'une utilisation de l'épargne préalablement thésaurisée par les ménages.

En Guyane, plus de 27 600 personnes bénéficient du revenu de solidarité active (RSA), majoritairement des femmes seules avec enfants (près de 55 %). Les 25-29 ans comptent pour 15 % des destinataires du RSA, alors qu'ils ne représentent que 7 % de la population.

Le déficit commercial se creuse

Le solde commercial guyanais se dégrade nettement ce trimestre. Poussées par l'assouplissement des mesures sanitaires et la reprise de la consommation, les importations augmentent de 8,3 % sur le trimestre, après avoir connu une hausse de plus de 26 % fin 2020. Elles atteignent ainsi 422 M€, leur niveau de fin 2019.

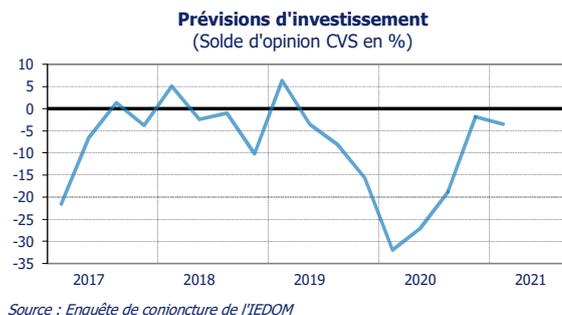
En revanche, les exportations s'établissent à 31,8 M€, soit une baisse de 17,4 % en 2021 et 36 % en glissement annuel.



Des investissements dynamiques, mais la prudence reste de mise

Les encours de crédits long terme des entreprises sont en hausse ce trimestre (+2 %, SCR). L'encours de crédit long terme des entreprises croît de 11 % depuis mars 2020, soit +254 M€ d'investissements en 12 mois.

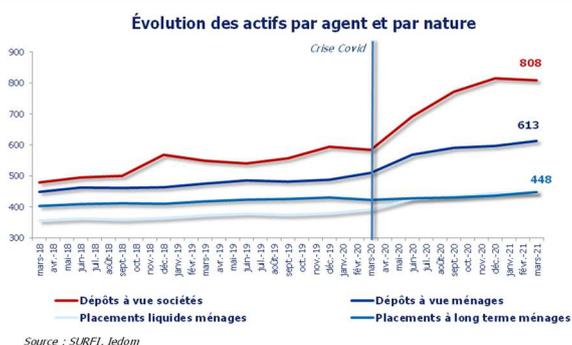
En revanche, les chefs d'entreprise restent prudents sur leurs projections d'investissement à un an. Le sentiment est néanmoins moins alarmiste que précédemment. Seuls les secteurs du commerce et du BTP sont optimistes sur leurs prévisions d'investissements en 2021, en déclarant vouloir investir « plus qu'à l'accoutumée. »



Ainsi, en glissement annuel, l'encours de crédit long terme du secteur du commerce a progressé de moitié (+33 M€), celui de l'industrie de +30 % (+11 M€), et celui de la construction de +38 % (+33 M€)¹.

685 entreprises ont été créées depuis le début de l'année, soit une hausse de plus de 21 % sur trois mois et 82 % sur un an (CVS). De plus, les importations de biens d'équipement, d'investissement et de biens intermédiaires sont toutes en hausse sur le trimestre (respectivement +19 %, +15 % et +8 %, CVS).

Maintien d'une épargne de précaution des ménages et début de mobilisation de la trésorerie des entreprises

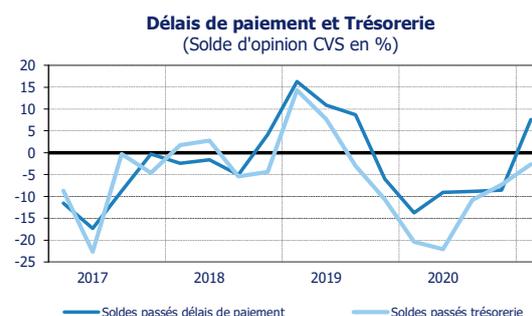
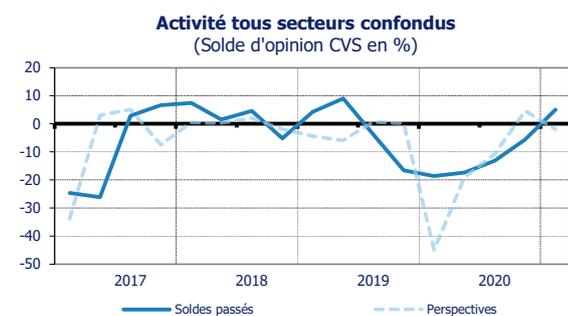


Les dépôts des ménages guyanais ont augmenté de 14 % depuis le premier trimestre 2020 (dont une hausse de 20 % pour les dépôts à vue). Ils atteignent plus de 1 500 M€ fin mars 2021.

La trésorerie des entreprises s'est améliorée sur un an (+38 %) et se maintient sur le premier trimestre 2021 (-1 %). Pour rappel, en juin 2017 (au lendemain des mouvements de mars-avril), les dépôts totaux des entreprises représentaient moins de 500 M€. Ils sont aujourd'hui de 805 M€.

La nouvelle hausse du recours aux PGE ce trimestre (+4 % en montant et +7% en nombre) démontre la persistance du soutien bancaire en cette période de crise.

La reprise d'activité se profile sur fond d'incertitudes



L'amélioration des conditions sanitaires en début d'année participe au regain d'activité dans la plupart des secteurs économiques, même si les conséquences de la crise se font toujours ressentir pour les entreprises.

L'activité du **secteur du BTP** s'est améliorée, mais reste en dessous de sa moyenne de long terme. La mise en place du Plan Guyane, cumulée au Plan de relance, génère beaucoup de projets avec un risque de saturation du tissu économique en proportion avec les capacités de production du territoire. Ainsi, la problématique des matières premières apparaît comme centrale dans le secteur industriel et le BTP. Des pénuries se font déjà ressentir et sont à craindre, provoquant un risque d'inflation des prix et une nécessité de sur-stocker. Les importations d'éléments en métal pour la construction bondissent de 61 % en glissement annuel, mais restent inférieures de 13 % au niveau moyen de l'année 2019. Symbolisant la dynamique du secteur, les encours à court terme (+3 %) et à long terme (+5 %) progressent.

Encours de crédits accordés aux entreprises

En M€	4T 2019		4T 2020		1T 2021		Variation trimestrielle en %	
	CT	LT	CT	LT	CT	LT	CT	LT
Industrie	13	124	22	144	27	143	24%	-1%
Construction	20	88	33	116	34	121	3%	5%
Commerce	21	66	64	96	59	99	-9%	3%

Source : Données SCR¹

L'activité du **secteur industriel** reprend de la vigueur, portée par les exportations d'or qui augmentent de plus de 48 % sur le trimestre et 68 % sur l'année (CVS). Tout comme pour le BTP, l'approvisionnement et la gestion des matières premières sont préoccupants. En effet, les stocks, qui étaient autrefois établis pour 6 mois d'activité, le sont désormais sur 1 an, afin de pallier à la pénurie anticipée de matières premières.

¹ Exploitation des données SCR (Service Central des Risques), soit les crédits de plus de 25 000 € d'une durée initiale de moins d'un an (CT) et de plus d'un an (LT) accordés aux entreprises du territoire.

En revanche, les exportations de bois diminuent à nouveau de 20 % sur le trimestre comme en glissement annuel. L'encours de court terme des entreprises est en forte hausse ce trimestre (+24 %), et reste à un niveau élevé à long terme.

Les chefs d'entreprise du **secteur du commerce** sont optimistes sur la conjoncture économique. La situation semble s'éclaircir avec une hausse des effectifs, des investissements à venir, et une amélioration de la trésorerie (secteur ayant le plus bénéficié des PGE). Après un triplement des encours de court terme en un an, ils diminuent de 9 % ce trimestre, toujours à un niveau élevé d'encours (court et long termes).

De même, l'activité du secteur des **services marchands** reste bien orientée, avec un niveau habituel d'activité. Les professionnels du secteur interrogés sont plus optimistes sur leur investissement à un an que les trimestres précédents.

Toujours sinistré, le **secteur de l'hôtellerie et du tourisme** voit son niveau d'activité s'améliorer ce trimestre. Selon les chefs d'entreprise, les charges pèsent moins sur les profits, ce qui améliore la trésorerie. Avec un nombre de passagers sur les vols en direction de la Guyane en baisse de 25 % par rapport au trimestre précédent et de 50 % en glissement annuel, le tourisme reste toujours fortement touché.

L'activité du **secteur primaire et des industries agroalimentaires** se stabilise sur un trimestre. Les entreprises réembauchent, et les délais de paiement et charges s'améliorent. Pour l'industrie agroalimentaire, le niveau des stocks subit des difficultés liées au Covid, et les prévisions d'investissement sont en déclin pour l'ensemble du secteur. Les abattages de bovins et de porcins sont en baisse (-5,1 % et -8,8 % en glissement annuel, CVS) ainsi que la production de rhum (-28 %, CVS). En revanche, les importations et les exportations de produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture sont en hausse de 15,8 % sur le trimestre (CVS).

La conjoncture internationale et régionale

UNE REPRISE ENCORE EN DEMI-TEINTE AU PREMIER TRIMESTRE 2021

Selon les dernières estimations publiées par le FMI, l'activité mondiale a connu une très nette contraction en 2020 suite à la pandémie de Covid-19 (-3,3 % sur l'année). Pour 2021, les perspectives restent particulièrement incertaines et dépendront principalement de la trajectoire de la crise sanitaire. Les mesures supplémentaires de soutien budgétaire prises dans quelques grandes économies et la reprise attendue au deuxième semestre grâce aux vaccins permettent au FMI d'anticiper une croissance de l'économie mondiale de 6 %, avec toutefois d'importantes disparités d'une région à l'autre.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 1,6 % au premier trimestre 2021, en glissement trimestriel, après une hausse de 1,1 % au quatrième trimestre 2020. Cette reprise traduit la réouverture progressive de l'économie au cours du second semestre 2020 et la mise en place de mesures conséquentes de soutien monétaires et budgétaires. La consommation des ménages a ainsi progressé de 3,6 % à fin mars tandis que les commandes de biens durables ont renoué avec la croissance (+0,5 %). Selon les prévisions du FMI, l'économie américaine pourrait retrouver son niveau d'activité d'avant-crise dès le deuxième trimestre 2021.

Dans la zone euro, l'activité s'est contractée de 0,6 % au premier trimestre 2021 après un recul de 0,7 % au trimestre précédent. Les nouvelles restrictions prises dans plusieurs pays européens suite à la résurgence de l'épidémie sur la période ont pesé sur l'activité économique. Le taux de chômage s'établit à 8,1 % à fin mars, soit un très léger repli par rapport à fin décembre (8,2 %), tandis que l'inflation est de retour en territoire positif (+1,3 % à fin mars contre -0,3 % trois mois plus tôt).

Selon l'INSEE, le PIB de la France a progressé de 0,4 % au premier trimestre 2021 après un repli de 1,4 % au trimestre précédent. La croissance du PIB est principalement portée par la hausse de l'investissement (+2,2 %) alors que la consommation des ménages n'a progressé que de façon marginale (+0,3 %) et que les exportations se sont contractées de 1,5 %. Le PIB reste toutefois inférieur de 4,4 % à son niveau du quatrième trimestre 2019, avant le début de la crise sanitaire. Sur l'ensemble de l'année 2021, la Banque de France anticipe une progression du PIB de 5,5 %.

Au Japon, le PIB a reculé de 1,3 % au premier trimestre 2021 après une hausse de 2,8 % au quatrième trimestre 2020. L'annonce d'un nouvel état d'urgence sanitaire en janvier a notamment pesé sur la consommation des ménages. Pour l'ensemble de l'année 2021, le FMI anticipe une croissance du PIB de 3,3 %.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 6,7 % en 2021. L'Inde et la Chine verraient leur PIB progresser de respectivement 12,5 % et 8,4 % tandis que le Brésil et le Mexique enregistreraient un rythme de croissance plus modéré (respectivement +3,7 % et +5 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, INSEE, Banque de France, Gouvernement du Japon — données arrêtées à la date du 4 juin 2021.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : S. BOUVIER-GAZ — Responsable de la rédaction : D. FARDEL
Rédaction : D. BRUNEL — S. AUBERT — Participation aux travaux : L-H. JASON — Éditeur et imprimeur : IEDOM